



Un panneau s'opposant à un projet d'installation de pylônes, à Great Waltham, en Angleterre, le 4 novembre 2024. SHUTTERSTOCK/GETTY IMAGES VIA AFP

PLEIN CADRE

Ces pylônes qui hérissent la campagne anglaise

Pour densifier le réseau électrique, le gouvernement veut ériger deux lignes haute tension non enterrées dans le Lincolnshire et du Norfolk à l'Essex. Les projets passent mal auprès des agriculteurs

ESSEX ET LINCOLNSHIRE (ROYAUME-UNI) - envoi spécial

David Rains, Sur Harrison, Andrew Malkin et Pam Regan sont assis devant des cafés et des biscuits secs dans la salle à manger de la ferme d'Ian et Jenny Pennington, au lieu-dit Weston Marsh, près de la ville anglaise de Spalding. Dans cette partie du très rural comté du Lincolnshire, les champs sont immenses, la terre est très brune, le paysage si plat que le regard porte presque jusqu'à la mer du Nord. La conversation est animée. Tous sont confrontés à l'expansion historique du réseau de transport d'électricité britannique, encouragée par le gouvernement travailliste qui s'est fixé l'objectif très ambitieux de décarboner 100 % de l'énergie consommée au Royaume-Uni d'ici à 2050.

Le ministre de l'énergie, Ed Miliband - un proche du premier ministre, Keir Starmer -, a engagé une course contre la montre pour transporter l'électricité produite dans les fermes éoliennes de la mer du Nord, au large des côtes écossaises, jusqu'au sud de l'Angleterre, plus peuplée. Dans le cadre de ce Great Grid Upgrade (« grande mise à niveau du réseau »), 17 immenses projets de densification du réseau sont à l'étude. Au prix de la réduction des terres arables et du sacrifice des paysages regrettés leurs nombreux critiques.

Ces projets sont si impopulaires que, dans les localités les plus touchées, sur la façade est de l'Angleterre, ils pourraient sérieusement handicaper le Labour, le parti au pouvoir, aux élections locales du 1^{er} mai. Le mouvement d'extrême droite Reform UK, qui le talonne dans son sillage, exploite à plein ce mécontentement. Nigel Farage, son chef de file, est des premiers politiques à avoir plaidé pour le Brexit au début des années 2000, a choisi comme nouveau cheval de bataille de s'opposer à l'objectif de neutralité carbone du pays.

Dans le Lincolnshire, National Grid, l'opérateur du réseau électrique, a annoncé, début 2024, vouloir construire une ligne à haute

tension de 140 kilomètres de long, non enterrée, entre Grimsby et Walpole, avec de multiples stations de conversion, postes électriques intermédiaires et 420 pylônes hauts de 50 mètres. Au moins 8 projets de fermes solaires sont apparus dans la foulée, que les concepteurs espèrent greffer sur cette future ligne dans un comté pourtant réputé pour la qualité de ses terres agricoles. Le Lincolnshire produit 30 % des légumes du pays, 20 % des betteraves à sucre. Près au sud de Spalding, le projet Meridian Solar prévoit d'installer des panneaux solaires sur 1100 hectares de terres considérées comme « the best and most versatile » par les autorités - « les meilleures terres arables du pays ».

L'exploitation des Pennington, 60 hectares plantés de légumes récoltés deux fois l'an, risque d'être cernée par de nouveaux pylônes, amputée par une station électrique de plusieurs hectares et coupée en deux par des câbles apportant le courant depuis des fermes éoliennes marines. « Pourquoi viennent-ils tous à s'installer ici alors

Ces projets sont si impopulaires qu'ils pourraient handicaper le Labour, dans l'est de l'Angleterre, aux élections locales du 1^{er} mai

qu'Ed Miliband avait dit que ces infrastructures devaient en priorité s'implanter dans d'anciennes zones industrielles ? », s'indigne Jenny Pennington. « Même si les câbles sont souterrains, ils risquent de détruire la structure de nos terrains », se désole son mari. A en croire l'Association Lincolnshire Against Needless Destruction, jusqu'à 55 % des terres arables du comté pourraient disparaître du fait de ces projets. « Et le tourisme ? Qui va avoir envie de séjourner à la campagne entre des pylônes et des sous-stations ? », interroge Pam Regan, de No Pylons Lincolnshire.

« TERRES COUPÉES EN DEUX »

Ces grands travaux limiteront la dépendance du pays au gaz et feront, à terme, baisser le prix de l'électricité, assure le gouvernement - les factures britanniques sont parmi les plus élevées d'Europe. Dans le Lincolnshire, l'argument ne porte pas. La colère gronde aussi entre le Norfolk, le Suffolk et l'Essex, le long du tracé d'une future ligne à haute tension non enterrée, longue de 180 kilomètres. Adam Scott est à la tête d'une exploitation de 120 hectares à Aldham, dans l'Essex. « Le risque d'hériter de trois pylônes géants sur nos terres, qui vont être coupées en deux par les travaux. On nous encourage à nous diversifier dans le tourisme, mais ce sera très difficile », regrette l'agriculteur. National Grid ne lui propose que 6 000 livres sterling (7 050 euros) de dédommagement par pylône.

M. Starmer a promis de vaincre les résistances des « bloqueurs » et

des « nimbys » (pour « not in my backyard », « pas dans mon arrière-cour »). Andrew Malkin, porte-parole de No Pylons Lincolnshire, détecte ces qualificatifs, qu'il juge « insultants ». Non, lui et les autres opposants aux pylônes ne sont pas contre la transition vers l'énergie propre, mais « toute personne confrontée à une telle quantité de projets à proximité de chez elle réagira comme [eux] », assure cet journaliste, désormais retraité. « C'est écoeurant de parler ainsi des électeurs. On ne bloque rien, on veut juste que la transition énergétique soit faite de manière moins destructrice », martèle Rosie Pearson, une voisine d'Adam Scott, qui coordonne la résistance contre la ligne à haute tension du Norfolk à l'Essex et reçoit dans le village cotage où vit encore sa mère, entre bosquets de chênes et haies bien taillées, avec des panneaux « Non aux pylônes » à chaque carrefour.

Tous défendent d'autres solutions, peut-être plus coûteuses à court terme mais moins invasives : des câbles enterrés ou sous-marins, prolongés au plus près des lieux de consommation, pour limiter les lignes terrestres. « Pourquoi ne pas imposer des panneaux solaires sur les toits de toute nouvelle construction ? », suggère aussi David Rains, membre de Meridian Action Group, opposé au projet de ferme solaire Meridian. « National Grid a choisi l'option la moins chère, les pylônes, susceptible d'entraîner le plus de profits et de raccommodements potentiels lucratifs. Malgré son nom qui prête à confusion, la compagnie n'a rien de pu-

Jusqu'à 5,5% des terres arables du Lincolnshire pourraient disparaître avec ces équipements énergétiques

blic, c'est une société privée, avec comme principaux actionnaires les fonds américains BlackRock ou le fonds souverain d'Abou Dhabi. L'intérêt des Britanniques n'est pas sa priorité », insiste M. Malkin.

Fiona Gilmore, à la tête de l'Association Suffolk Energy Action Solutions, qui dénonce les projets de « hub électrique » entre Friston et Saxmundham (deux villages tout proches de la réserve ornithologique de Minsterme, dans le Suffolk), plaide pour un réseau prolongé le plus possible en mer. « La technologie que National Grid veut déployer est dépassée. Quand la société a fait ses études de faisabilité, à la fin des années 2010, les câbles sous-marins étaient très chers. Depuis 2020, des câbles sous-marins HVDC [qui transportent du courant continu haute tension] peuvent être très sur de très longues distances. C'est ce que font E.ON et Tennet, les opérateurs de réseaux belge et néerlandais », expose cette retraitée, qui a travaillé dans le conseil en développement pour des gouvernements étrangers. La consultation publique pour Meridian Solar Farm a débuté le

24 avril. Celles pour les lignes à haute tension du Lincolnshire ou du Norfolk pourraient débuter d'ici à l'été. Puis ces projets passeront devant le Planning Inspectorate, des inspecteurs indépendants rendant un avis consultatif. C'est le ministre de l'énergie qui donnera le feu vert définitif. Les critiques sont d'autant plus fortes que le gouvernement Starmer veut simplifier les procédures d'autorisation en limitant leurs voies de recours contre les grands projets - une loi dans ce sens est en cours d'adoption au Parlement. Il propose aussi d'épargner aux développeurs les mesures correctives pour protéger les écosystèmes perturbés par leurs projets, s'ils contribuent à un fonds, le Nature Restoration Fund, censé financer des programmes de préservation ailleurs dans le pays.

TAKES SUR LES SUCCESSIONS

Cette réforme horrifie George Cooper, qui, depuis cinquante ans, prend soin en amateur de Minster Marshes, une réserve naturelle d'exception dans le Kent, où National Grid veut construire une station de conversion de 30 mètres de haut occupant 9 hectares de terrain, pour réintégrer le câble sous-marin Sealink tiré du Suffolk. « Vous ne pouvez pas reproduire ailleurs rapidement un habitat aussi riche que ces marais. Plus de 70 espèces animales y vivent, dont des campagnols d'eau, des pluviers dorés ou des castors. Le Kent est très peuplé, les marais sont un des rares endroits où les gens peuvent se connecter avec la nature », dit-il.

La colère des campagnes est aussi alimentée par la décision du cabinet Starmer, à l'automne 2024, de supprimer l'exemption de la taxe sur les successions dont bénéficiaient les agriculteurs, si la valeur de leur exploitation dépassait 1 million de livres sterling. Beaucoup craignent que cet impôt oblige leur descendance à vendre. Avec le Brexit, les subventions européennes de la politique agricole commune n'ont par ailleurs été que partiellement remplacées par des mécanismes nationaux. L'un d'eux, le Sustainable Farming Incentive, censé encourager les agriculteurs faisant des efforts de verdissement, vient d'être suspendu alors qu'il gagnait en popularité. Les agriculteurs britanniques, d'ordinaire peu revendicatifs, ont organisé des manifestations ces derniers mois. Jusqu'à présent en vain. « Le Labour semble les considérer comme des rentiers et se dire qu'ils ne valent pas travailler », regrette M. Gilmore.

Les conservateurs, qui étaient jusqu'au moment des représentations naturelles des agriculteurs, sont qualifiés après quatorze années au pouvoir (ils ont perdu les élections générales en juillet 2024). Restent les Verts et Reform UK. Le parti d'extrême droite propose d'imposer une taxe sur les fermes solaires et éoliennes, d'abolir la taxe sur les successions... « Nous interdirons à National Grid de verser des dividendes à ses actionnaires et si les câbles électriques ne sont pas enterrés », promettrait même Nigel Farage en février, lors d'une conférence de presse consacrée aux énergies renouvelables, d'un immeuble ultramodern de la City de Londres. Des arguments taillés sur mesure pour séduire les déçus du Labour. ■

ÉCRITURE DUCOURTIEUX